

Mouvement intra 2010 : une politique de gestion dévastatrice

Le mouvement 2010, déjà fortement dégradé par les suppressions de postes, a subi de plein fouet les effets de l'implantation de quelques 250 « berceaux * » dont 178 dans les collèges et les lycées, que le rectorat a pris parmi... les postes disponibles pour le mouvement. Auxquels s'ajoute l'augmentation du nombre de postes à profil attribués hors barème (ambition-réussite, internat d'excellence...).

Les conséquences sur la qualité du mouvement sont dévastatrices : multiplication des mesures de carte scolaire et des postes à compléments de service, et chute du nombre de postes offerts au mouvement (314 en moins par rapport à l'an dernier selon une première estimation) qui a entraîné dans certaines disciplines un blocage partiel du mouvement, et dans la plupart une diminution importante des possibilités de muter (chaque poste mis au mouvement entraîne une réaction en chaîne qui permet plusieurs mutations).

Dans le même temps le nombre de postes en Zone de Remplacement augmente de façon importante et de nombreux collègues nommés dans notre académie au mouvement inter ont été affectés en ZR, qu'ils soient ou non volontaires. Quand on se souvient que le rectorat avait imposé l'an dernier à près de 300 TZR de participer au mouvement pour... diminuer le nombre de TZR, on mesure mieux les incohérences de la politique de gestion du ministère.

Le travail des élus du Snes avant et pendant les commissions a été particulièrement difficile dans ce contexte. Il a cependant permis dans de nombreuses disciplines des améliorations significatives par rapport au projet du rectorat : à titre d'exemples, 5 mutations supplémentaires et 24,3% améliorées en physique, 3 mutations supplémentaires et 41,7% améliorées en documentation, 8 et 9,1% en histoire-géographie, 10 et 32,5% en anglais, 14 et 28,2% en lettres modernes...

Autre aspect de cette politique tout aussi inquiétant pour l'avenir, l'insuffisance du nombre de postes aux concours résultant du non remplacement d'un départ en retraite sur 2 se fait de plus en plus lourdement sentir dans plusieurs disciplines (mathématiques, arts plastiques, lettres classiques, orientation...) où plusieurs dizaines de postes restent vacants à l'issue du mouvement... par manque d'enseignants.

** Les postes destinés aux stagiaires, qui devront assurer un service complet l'an prochain.*

Droit à mutation, qualité du mouvement, « formation » des stagiaires et recrutements, conditions d'enseignement et d'exercice de notre métier, qualité du Service Public d'Éducation... les dégâts causés par la politique éducative du gouvernement ne cessent de se multiplier.

Et les annonces faites - **17000 nouvelles suppressions décidées pour 2011 et au moins autant programmées en 2012, et en 2013** - montrent qu'il est bien déterminé à ne pas s'en tenir là.

Trop c'est trop !

Pour mettre un terme à cette politique qui asphyxie notre système éducatif, et imposer une autre politique éducative, la mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire !

Le Snes appelle la profession à construire cette mobilisation dès la rentrée dans chaque établissement, et à se mettre en grève le lundi 6 septembre pour le 2nd degré, pour notre métier.

Nous étions 2 millions de manifestants le 24 juin. Le mardi 7 septembre, à l'appel de toutes les organisations syndicales, nous devons être bien plus nombreux et plus forts encore en grève et dans les manifestations, pour nos retraites, pour l'emploi, pour les salaires, et pour l'Éducation Nationale

Les 6 et 7 septembre, mobilisons-nous massivement, dans la grève et dans les manifestations.